

Inflation en baisse, prix en flèche

(page 3)



Les prix des denrées alimentaires restent élevés même si l'inflation globale est passée de 34,2% à 21,7 %.

ECONOMIE	COMMERCE	SECURITE ROUTIERE
ARMC Deux ans après, des résultats satisfaisants malgré certains défis (page 2)	Frontière de Gatumba La reprise des flux commerciaux (page 3)	Feux tricolores Bujumbura : les feux tricolores en panne compliquent la circulation (page 5)

Editorial

Marché des capitaux, une autre source de financement dont il faut profiter



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

Au moment où la plupart des burundais sont confrontés à un problème de financement de leurs projets, une autre source de financement a été mise en place par l'Etat. Il s'agit du marché des capitaux qui est fonctionnel depuis deux ans.

Dans l'objectif de l'opérationnalisation effective de ce dernier, 9 actionnaires des institutions bancaires opérant au Burundi se sont mises ensemble pour créer la bourse du Burundi. Il s'agit notamment de la Banque de la République du Burundi, de la BANCOBU, de la BCB, de la BCCI, de la BGF, de la BIDE, de l'IBB, de la BIJE et de la BHB.

Selon l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux, la Bourse du Burundi constitue désormais une

plateforme officielle de rencontre entre investisseurs et émetteurs qui offre un cadre sécurisé, transparent et réglementé pour la mobilisation de l'épargne nationale et internationale.

Ce marché vient à point nommé et constitue un levier pour le développement. C'est une grande porte d'entrée pour les sociétés tant publiques que privées qui souhaitent des financements pour leurs projets qui nécessitent de gros montants. C'est pour cela qu'il invite les sociétés publiques où à participation publique à concevoir de grands projets pour enfin contracter des financements à ce marché au lieu de dépendre de l'Etat. Cela va générer deux avantages.

Primo, il y aura la réduction de la dette publique qui est pour le moment sur

une allure montante. Secundo, ces sociétés vont contribuer à la croissance de l'économie du pays et à la création de l'emploi. Ceux qui conservent leur argent dans les coffres forts sont demandés de s'adresser au marché des capitaux. Ils gagnent des primes juste après une certaine période.

Même ceux qui opèrent dans l'informel ne sont pas épargnés. Il suffit d'y épargner une partie de sa rémunération qu'elle soit journalière, hebdomadaire ou mensuelle.

Pour le moment, l'ARMC compte huit (8) intermédiaires agréés, opérant dans différents segments du marché des capitaux. Il s'agit notamment de la BOURSE DU BURUNDI (BSE) qui est une Bourse des Valeurs Mobilières, l'ORBIT INVESTMENT BANK qui opère en tant

que Banque d'investissement et de la BANCOBU sm qui opère en tant que Registraire des titres.

Et d'ajouter AFRICAN DREAM ASSETS s.a qui est un gestionnaire de Fonds de One Investment Fund, la BANCOBU. SM Dépositaire, GLOBAS s.a qui est une banque d'investissement, Strategic Studies and Tax Consulting Group (SSTC Group) qui est un Conseiller en Investissement, BGF qui opère en tant que Dépositaire et Exci-MAA qui opère comme commissaire aux comptes.

L'augmentation progressive du nombre d'acteurs agréés témoigne de la confiance croissante dans le cadre réglementaire et dans les perspectives de développement du marché burundais, argue Arsene Mugenzi, DG de l'ARMC.

ARMC

Deux ans après, des résultats satisfaisants malgré certains défis

L'ARMC a mis en place la Bourse du Burundi et les fondations juridiques et réglementaires indispensables au bon fonctionnement du marché des capitaux. Elle compte huit (8) intermédiaires agréés, opérant dans différents segments du marché des capitaux. Un programme national de sensibilisation via des ateliers à l'intention des acteurs du marché, des décideurs et des émetteurs potentiels a été mis en œuvre, etc. Pourtant, des défis rencontrés ont été signalés. Il s'agit d'une forte inflation et du manque de devises.

L'Autorité de Régulation du marché des Capitaux (ARMC) a procédé à la présentation des réalisations après deux ans que cette institution opère au Burundi. A cette occasion, Arsène Mugenzi, directeur général de l'ARMC a précisé que pas mal d'activités ont été réalisées. L'un des faits majeurs a été le lancement officiel de la Bourse du Burundi (BSE) le 12 décembre 2025.

Cette société de la bourse a été mise en place par 9 actionnaires des institutions bancaires opérant au Burundi. Il s'agit notamment de la Banque de la République du Burundi, de la BANCOBU, de la BCB, de la BCCI, de la BGF, de la BIDE, de l'IBB, de la BIJE et de la BHB.

Selon lui, cet événement historique a consacré l'opérationnalisation effective du marché des capitaux burundais et a marqué l'entrée du Burundi dans une nouvelle ère de financement structuré de son économie.



Dr Arsène Mugenzi, DG de l'ARMC : « J'invite la population et les sociétés tant publiques que privées à s'adresser au marché des capitaux pour initier de grands projets de développement ».

La Bourse du Burundi, plateforme officielle de rencontre entre investisseurs et émetteurs

Mugenzi souligne que la Bourse du Burundi constitue désormais une plateforme officielle de rencontre entre investisseurs et émetteurs offrant un cadre sécurisé, transparent et réglementé pour la mobilisation de l'épargne nationale et internationale.

Au cours des deux dernières années, des fondations juridiques et réglementaires indispensables au bon fonctionnement du marché des capitaux ont été mises en place. Il s'agit de l'adoption et de l'approbation de 14 règlements et circulaires, l'élaboration d'outils de supervision, notamment la matrice des sanctions et la structure des frais ainsi que la mise en place des formats harmonisés de reporting financier, de gestion des risques et de conformité réglementaire.

Il précise que ces avancées renforcent la crédibilité du cadre réglementaire du marché burundais des capitaux et l'alignent progressivement sur les standards régionaux et internationaux.

Huit intermédiaires agréés

Pour le moment, l'ARMC compte huit (8) intermédiaires agréés, opérant dans différents segments du marché des capitaux. Il s'agit notamment de la BOURSE DU BURUNDI (BSE) qui est une Bourse des Valeurs Mobilières, de l'ORBIT INVESTMENT BANK qui opère en tant que Banque d'investissement et de la BANCOBU sm qui opère en tant que Registraire des titres.

Et d'ajouter AFRICAN DREAM ASSETS s.a qui est un gestionnaire de fonds de One Investment Fund, la BANCOBU. SM Dépositaire, GLOBAS s.a qui est une banque d'investissement, Strategic Studies and Tax Consulting Group (SSTC Group) qui est un Conseiller en Investissement, BGF qui opère en tant que Dépositaire et Exci-MAA comme commissaire aux comptes.

Selon toujours lui, le marché burundais des capitaux compte aujourd'hui deux types de produits. Il s'agit du fonds d'investissement qui investit dans l'immobilier et les obligations du trésor de différentes maturités.

L'augmentation progressive du nombre d'acteurs agréés témoigne de la confiance croissante dans le

cadre réglementaire et dans les perspectives de développement du marché burundais, argue Mugenzi.

La sensibilisation a été faite

Un programme national de sensibilisation via des ateliers à l'intention des acteurs du marché, des décideurs et des émetteurs potentiels a été mis en œuvre par L'ARMC en collaboration avec la Bourse du Burundi et la Banque de la République du Burundi,

La sensibilisation du public a franchi un cap important avec la tournée organisée dans l'ensemble des provinces du pays par l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi, en collaboration avec les intermédiaires déjà agréés.

L'ARMC a renforcé sa présence régionale en participant activement aux initiatives d'intégration des marchés financiers.

Elle a notamment organisé au Burundi une importante rencontre régionale de l'East African Securities Regulators Association (EASRA), réunissant les régulateurs des marchés des capitaux d'Afrique de l'Est.

L'ARMC a également effectué des missions d'échanges d'expériences auprès d'autres places financières africaines, notamment à la Bourse de Tunis, au Ghana, au Nairobi, à la Tanzanie, en Ouganda et en Afrique Centrale (BVMAC) afin de s'inspirer des meilleures pratiques

Quid des perspectives

Pour les prochaines années, l'ARMC compte encourager les entreprises publiques et privées à lever des fonds sur le marché des capitaux, à accompagner les collectivités locales (communes) à recourir aux

obligations municipales pour la levée des fonds, accroître le nombre d'intermédiaires et d'instruments financiers et à finaliser la mise en place du fonds d'indemnisation des investisseurs.

Elle compte aussi encourager la création des Organismes de Placement Collectif, intensifier l'éducation financière à l'échelle nationale et internationale, renforcer la digitalisation des processus du marché et attirer des investisseurs régionaux et internationaux.

Certains défis signalés

Pourtant, selon Mugenzi, les défis ne manquent pas. Il s'agit du manque de devises et de la forte inflation. Selon toujours lui, il s'observe une nette amélioration en ce qui est de l'inflation, car elle est passée de 34% à 22% au cours du quatrième trimestre 2025.

Mugenzi invite la population et les sociétés tant publiques que privées à s'adresser au marché des capitaux pour initier de grands projets de développement.

Selon lui, les sociétés publiques ou à participation publique devraient développer des projets et contracter des crédits auprès de ce marché pour leur mise en œuvre au lieu de compter sur l'Etat. Cela pourra contribuer à la réduction de la dette publique. C'est de même pour les communes car, elles sont pour le moment autonomes.

Notons que l'ARMC affirme que le marché des capitaux burundais est désormais une réalité institutionnelle en pleine consolidation.

Jean Marie Vianney Niyongabo



C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 27 Février 2026		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2954	3002
Euro	3489	3545
Shi. Kenyan	22.9056	23.2751
Shi. Tanzanien	1.1578	1.1765
Shi. Ougandais	0.8208	0.8340
Fr Rwandais	2.0239	2.0565

Les prix des denrées alimentaires encore prohibitifs

Dans une descente effectuée au marché de Ngagara connu sous le sobriquet de Cotebu, les consommateurs déplorent que les prix des denrées alimentaires restent prohibitifs. Pourtant, la BRB estime qu'il y a un léger mieux à partir du quatrième trimestre 2025. L'inflation globale est passée de 34,2% à 21,7 %. Dans les projections, elle pourra arriver à 11% en 2026. L'ABUCO indique que le rapport de la BRB sur la diminution du taux de l'inflation devrait se traduire par la diminution des prix des biens et services sur le marché.

Les prix des denrées alimentaires restent élevés. Cela ressort d'un entretien avec les consommateurs rencontrés au marché Cotebu situé dans la commune Ntahangwa mardi le 3 mars 2026.

Un kg de riz simple s'achète à 7000 FBu, un kg de haricot de type Kinure 3700 FBu et un kg de grain de maïs 2000 FBu.

Celui des oignons rouges coûte 4000 FBu, celui des oignons blancs 3500 FBu, celui des pommes de terre 2000 FBu, celui des bananes 2000 FBu et celui des patates douces 1800 FBu.

Un kilo et demi de l'huile de palme s'achète à 12000 FBu et celui de l'huile de coton à 1800 FBu.

Les consommateurs s'inquiètent du fait que ces prix sont très élevés au regard des revenus de la majorité de la population. Et par conséquent,



Les prix des denrées alimentaires restent élevés.

ils indiquent que cela réduit leur pouvoir d'achat.

Ils déplorent le fait que le coût de la vie devient de plus en plus cher. Actuellement, il n'est pas facile de joindre les deux bouts du mois sans au moins un million de FBu.

Que disent les commerçants ?

Les commerçants qui se sont entretenus avec Burundi Eco expliquent que les raisons de cette situation sont entre autres la pénurie du carburant qui augmente le coût du transport. De plus, ils

s'approvisionnent à un coût élevé chez les producteurs. Pour cette raison, ils doivent revoir à la hausse les prix de leurs produits pour ne pas travailler à perte.

Le niveau d'inflation va decrescendo

Pourtant, malgré cette situation,

la Banque de la République du Burundi indique que la situation de l'inflation s'est améliorée à partir du quatrième trimestre 2025.

Ce rapport précise que l'inflation globale a diminué s'établissant à 21,7% en moyenne trimestrielle contre 34,2% au trimestre précédent. Cette diminution est liée à la fois à l'inflation alimentaire (18,4% contre 33,7%) et non alimentaire (26,6% contre 38,6%).

Il signale enfin que les projections du premier trimestre 2026 font état d'un ralentissement dans toutes les composantes de l'inflation après une période marquée par une forte volatilité. L'inflation globale est attendue à 11,3% au premier trimestre 2026, en ralentissement par rapport à celle enregistrée au quatrième trimestre de l'année 2025 (21,7%).

Pierre Nduwayo, président de l'ABUCO indique que le rapport de la BRB sur la diminution du taux de l'inflation devrait se traduire par la diminution des prix des biens et services sur le marché.

Notons que c'est le même cas qui s'observe sur le marché parallèle. On observe une stabilisation de notre monnaie locale par rapport aux devises étrangères depuis le début de l'année 2026. Nonobstant, il n'y a aucun impact positif concret sur le marché, déplore Nduwayo. Il précise que ce sont seulement les commerçants qui sont en train de tirer profit de ces indicateurs économiques.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Frontière de Gatumba : La reprise des flux commerciaux

Après environ deux mois de fermeture, le poste frontalier de Gatumba reprend vie. Derrière la reprise des flux commerciaux entre Bujumbura et l'Est de la RDC, ce sont des milliers de familles burundaises et congolaises qui retrouvent source de revenus.

La frontière de Gatumba est de nouveau opérationnelle depuis la fin du mois de janvier 2026. Cette réouverture met fin à deux longs mois de fermeture depuis le 10 décembre 2025, forcée par la situation sécuritaire qui s'était détériorées à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) vers le début de l'an 2026. Les signes de reprise, sont éclatants.

Au centre-ville de Bujumbura, les files d'attente devant les bus de la ligne Centre-Ville-Kajaga-Gatumba s'allongent à nouveau. Un détail ne trompe pas : après deux mois de conversations exclusivement burundaises, le swahili domine de nouveau les échanges à bord. Les passagers ne voyagent pas les mains vides : rouleaux de gaines électriques, vêtements de friperie et boissons en bouteilles plastiques s'entassent, destinés à être utilisés ou revendus de l'autre côté de la frontière.

L'ambiance a également changé au marché "Chez Sion", l'un des marchés les plus fréquentés par les Congolais. Ce mardi 3 mars 2026, lors de notre visite dans ce marché,



Le parking des agences de voyages reliant le Burundi à la RDC est de nouveau saturé et la plupart des bureaux de ces agences ont rouvert leurs portes.

la rhumba (musique congolaise) résonne de nouveau dans les haut-parleurs, certainement à l'honneur de leurs clients potentiels. Le parking des agences de voyages reliant le Burundi à la RDC est de nouveau saturé et la plupart des bureaux de ces agences ont rouvert leurs portes. Un soulagement immense pour les agences de transport qui, faute de

voyageurs, avaient dû cesser toute activité pendant près de deux mois.

La survie des familles enfin restaurée

Pour les petits commerçants, cette période a été une épreuve de force. Nadine Nizigiyimana, vendeuse

ambulante, confie que ces deux mois ont été les plus longs et les plus durs pour sa famille : « Je n'ai aucun autre métier. C'est ce petit commerce qui fait vivre les miens. J'ai dû abandonner le marché, car je passais mes journées à circuler sans croiser le moindre client », dit-elle. Pour ne pas rester les bras croisés, elle s'était résignée à vendre des

fruits dans son quartier, une activité bien moins rentable.

Le constat est le même pour son collègue vendeur de chaussures qui avait fini par quitter le marché pour aller cultiver ses champs à l'intérieur du pays. « On pouvait rentrer sans un sou pendant une semaine entière », regrette-t-il. Aujourd'hui, il espère que la stabilité perdurera : « La plupart de nos clients congolais ont tout perdu pendant les hostilités et nous ne sommes même pas sûrs que certains soient encore en vie », regrette-t-il.

Une interdépendance économique vitale

Pour Mme Nizigiyimana, ce marché sans clients congolais n'est qu'une « simple balade ». Ce sentiment illustre une réalité chiffrée : la RDC demeure le principal débouché pour les exportations burundaises dans la sous-région. Selon les statistiques de la Banque de la République du Burundi (BRB), rien qu'entre janvier et août 2025, les exportations vers la RDC s'élevaient à 49 718 millions de FBu

Rappelons que cette frontière avait été fermée en date du 10 décembre 2025, suite à l'aggravation de la situation sécuritaire en RDC. Le souhait de nos interlocuteurs est que la paix s'installe durablement à nos frontières car, en cas de conflit, ce sont toujours les plus vulnérables qui paient le prix fort.

Florence Inyabuntu

Bujumbura : les feux tricolores en panne compliquent la circulation

Installés depuis 2017 dans plusieurs carrefours stratégiques de la ville de Bujumbura pour réguler la circulation, les feux tricolores sont aujourd’hui presque tous hors service. Cette situation inquiète les conducteurs et les piétons qui doivent redoubler de vigilance pour éviter les accidents.

Dans la ville de Bujumbura, les feux de signalisation avaient été installés dans plusieurs carrefours afin de fluidifier la circulation routière. Mais aujourd’hui, la plupart d’entre eux ne fonctionnent plus. Un journaliste de Burundi Eco a fait le tour de certains carrefours de la capitale économique ce jeudi 5 mars 2026 pour constater la situation. Sur la chaussée du Peuple Murundi, notamment aux carrefours de Buyenzi, du chef-lieu de la province de Bujumbura et du centre-ville, les feux tricolores sont dans leur entièreté hors service.

Le même constat a été fait sur le boulevard de l’Uprona, près de la Polyclinique centrale de Bujumbura (POLYCEB). Dans ces endroits pourtant très fréquentés, les feux de signalisation restent éteints, laissant les usagers se débrouiller pour traverser ou s’engager dans les carrefours.



Dans la ville de Bujumbura, les feux tricolores sont quasiment tous hors service. Ce qui nuit à la fluidité de la circulation routière.

Piétons et conducteurs inquiets

Face à cette situation, piétons et conducteurs disent devoir redoubler de prudence pour éviter les accidents. Rencontre près de la POLYCEB, une jeune femme affirme traverser le boulevard avec

beaucoup d’appréhension. « Quand je dois traverser la route, je dois être très attentive. Je sais que je ne peux pas compter sur les feux de signalisation. Je me sens comme une victime au milieu des véhicules qui cherchent eux aussi à passer », se désole-t-elle.

Pour les conducteurs, la situation n’est guère plus rassurante. Fabrice, un habitant de Buyenzi qui conduit régulièrement, explique que les feux tricolores facilitaient auparavant la circulation. « Quand les feux tricolores fonctionnent, la circulation devient plus fluide. Mais aujourd’hui, comme, ils sont tous en

panne, on peut se retrouver bloqué dans n’importe quel carrefour à tout moment », indique-t-il.

Le problème devient encore plus visible aux heures de pointe. Les embouteillages ralentissent fortement la circulation, surtout lorsque les policiers chargés de réguler le trafic ne sont pas présents. Dans ces moments-là, les conducteurs avancent prudemment, chacun essayant de trouver un passage dans le carrefour. Ce qui peut provoquer une grande confusion.

Des appels à une réparation rapide

Les usagers de la route interrogés demandent aux autorités de réparer rapidement ces feux tricolores afin de rétablir une circulation plus fluide et plus sûre. Selon eux, cette panne généralisée des feux tricolores dure depuis plusieurs mois. Pourtant, les autorités locales et les services en charge des routes s’expriment rarement sur la question. Ce qui alimente l’inquiétude chez les habitants de la capitale économique.

Pour de nombreux citoyens, la remise en état des feux de signalisation routière pourrait contribuer à réduire les embouteillages et à limiter les risques d’accidents dans les principaux carrefours de la ville de Bujumbura.

Gilbert Nkurunziza

ECONOMIE

La réduction du taux directeur profite-t-elle réellement aux emprunteurs ?

La Banque de la République du Burundi (BRB) a annoncé, le 26 février 2026, la réduction de son taux directeur de 12 % à 10 %. Cette décision, rendue publique lors de la présentation du rapport de politique monétaire du quatrième trimestre 2025, vise à stimuler l’accès au crédit et à soutenir l’activité économique. Si les consommateurs saluent cette mesure, certains observateurs s’interrogent toutefois sur sa capacité à se traduire concrètement par une baisse des taux d’intérêt appliqués par les banques commerciales.

La décision de la Banque de la République du Burundi de réduire son taux directeur intervient dans un contexte où l’accès au crédit reste difficile pour de nombreux ménages et entrepreneurs. En abaissant ce taux de référence de deux points, l’institution monétaire envoie un signal clair au système bancaire : le coût de l’argent doit diminuer.

Pour l’Association burundaise des consommateurs (ABUCO), cette annonce constitue une avancée importante. Son président, Pierre Nduwayo, affirme que les consommateurs ont accueilli la nouvelle avec satisfaction. Selon lui, la baisse du taux directeur signifie en principe que les banques et autres institutions financières devraient revoir leurs taux d’intérêt à la baisse. « Au niveau de l’ABUCO, nous avons accueilli avec soulagement l’annonce de la BRB de la réduction du taux directeur, passant de 12 % à 10 %. Cela signifie que les taux d’intérêt

pratiqués par les banques et les institutions financières devraient être immédiatement réduits de deux points », explique-t-il.

Cependant, l’organisation de défense des consommateurs reste prudente. Elle craint que les banques commerciales ne tardent pas à appliquer cette baisse dans leurs produits de crédit. L’expérience passée montre, selon l’ABUCO, que les institutions financières réagissent rapidement lorsque le taux directeur augmente, mais se montrent souvent plus lentes lorsque celui-ci diminue.

Face à cette situation, l’association appelle la Banque centrale à accompagner sa décision par des orientations claires à l’endroit des banques afin de garantir que la réduction du taux directeur profite réellement aux emprunteurs.

Le taux directeur, un outil clé de la politique monétaire

Introduit au Burundi en 2023, le taux directeur constitue aujourd’hui l’un des principaux instruments de la politique monétaire de la BRB. Ce taux représente en quelque sorte le « prix de la monnaie » pour les banques commerciales. Avant cette réforme, la gestion monétaire reposait principalement sur le contrôle des volumes de monnaie en circulation, notamment à travers les agrégats monétaires. L’introduction du taux directeur marque ainsi un changement important : la Banque centrale privilégie désormais une approche basée sur les taux d’intérêt.

Concrètement, le mécanisme de transmission de ce taux vers l’économie suit plusieurs étapes.



La Banque de la République du Burundi (BRB) est appelée à accompagner la baisse du taux directeur par des orientations claires destinées aux banques, afin que cette mesure profite effectivement aux emprunteurs.

D’abord, la BRB fixe le taux directeur, qui influence le taux interbancaire et le coût auquel les banques peuvent se refinancer auprès de la Banque centrale. Ensuite, les banques commerciales ajustent leurs propres taux d’intérêt, notamment ceux appliqués aux crédits et ceux rémunérant les dépôts.

A leur tour, les ménages et les entreprises adaptent leur comportement. Si les taux d’intérêt baissent, ils sont généralement plus

enclins à emprunter pour investir ou consommer. A l’inverse, des taux plus élevés encouragent l’épargne et freinent l’endettement. L’ensemble de ces réactions finit par influencer la demande globale et, à terme, l’évolution de l’inflation.

Des défis persistants pour l’efficacité de la politique monétaire

Malgré ce nouveau cadre de politique monétaire, plusieurs obstacles pourraient limiter

l’efficacité du taux directeur au Burundi. Ces défis ont d’ailleurs été évoqués par différents intervenants lors de la présentation du rapport de politique monétaire du quatrième trimestre 2025. L’un des principaux problèmes concerne l’excès de liquidité dans le système bancaire. Lorsque les banques disposent déjà d’importantes ressources financières, elles n’ont pas nécessairement besoin d’emprunter auprès de la Banque centrale. Dans ce cas, le taux directeur perd une grande partie de son influence.

Un autre défi réside dans l’instabilité des relations monétaires. La stratégie de la BRB repose en partie sur l’hypothèse d’une relation relativement stable entre la base monétaire, la masse monétaire (notamment l’agrégat M2) et l’inflation. Si cette relation devient moins prévisible, la capacité du taux directeur à influencer la stabilité des prix peut s’en trouver affaiblie.

Par ailleurs, la faible profondeur du marché interbancaire constitue également une limite importante. Pour que la politique monétaire fonctionne efficacement, les banques doivent pouvoir échanger leur surplus de liquidités entre elles. Or, au Burundi, ces transactions restent encore limitées. Enfin, certains observateurs évoquent un problème de transmission lié à la segmentation des marchés financiers. Le marché des titres du Trésor, par exemple, peine à suivre la dynamique du marché monétaire. Dans un tel contexte, il devient difficile d’assurer une cohérence entre les différents taux pratiqués dans l’économie.

Gilbert Nkurunziza



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

